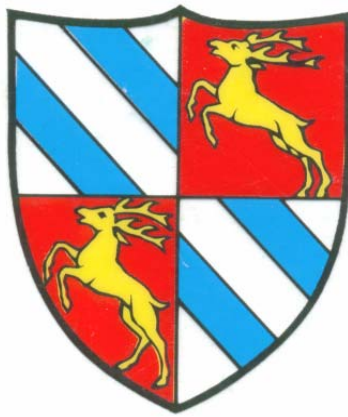


COMMUNE DE VIONNAZ



REGLEMENT D'AIDE AUX FAMILLES AVEC ENFANT(S)

2010

TABLE DES MATIERES

Art. 1	But.....	3
Art. 2	Bénéficiaires.....	3
Art. 2.1.	Aide aux enfants.....	4
Art. 2.2.	Aide aux jeunes en formation.....	4
Art. 3	Prestations proposées et modalités financières.....	4
Art. 4	Entrée en vigueur.....	5

REGLEMENT D'AIDE AUX FAMILLES AVEC ENFANT(S)

Le Conseil communal de Vionnaz

Vu l'article 11 de la Loi d'application de la loi fédérale sur les allocations familiales du 11 septembre 2008 (LALAFam),

arrête le règlement ci-dessous :

Art. 1 But

Le présent règlement définit le cadre d'une aide communale ciblée aux familles avec enfant(s).

Ce règlement fait partie d'un ensemble de mesures mises en place par la Commune de Vionnaz dans le cadre de l'aide aux familles. Il s'agit de l'un des éléments de la politique communale en matière de soutien aux enfants et à la jeunesse.

Dans le présent règlement, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment la femme ou l'homme.

Art. 2 Bénéficiaires

Les bénéficiaires de cette aide se divisent en 2 catégories, à savoir les enfants d'une part, et les jeunes en formation d'autre part, conformément aux critères d'âge définis aux articles 7 et 8 de la LALAFam.

L'âge de l'ayant-droit au 1^{er} janvier de l'année en question fait foi pour la détermination de la catégorie de bénéficiaires selon articles 2.1. et 2.2.

L'ayant-droit devra être domicilié sur la commune au 1^{er} janvier de l'année en question.

Dans tous les cas, l'aide sera versée aux parents ou au représentant légal.

Art. 2.1. Aide aux enfants

Chaque enfant, selon les critères d'âge de l'article 7 alinéa 1 LALAFam, a droit systématiquement à l'aide communale.

Art. 2.2. Aide aux jeunes en formation

Chaque jeune en formation, selon les critères d'âge de l'article 8 alinéa 1 LALAFam, a droit systématiquement à l'aide communale.

Cette aide sera accordée sur demande des parents ou du représentant légal.

Cette demande devra être déposée chaque année auprès de l'Administration communale, au plus tard pour le dernier jour ouvrable du mois de mars, et munie de tous justificatifs utiles.

En dehors de ce délai, aucune demande ne sera prise en compte.

Art. 3 Prestations proposées et modalités financières

Le Conseil communal fixe annuellement, lors de l'établissement du budget de la Municipalité, le montant alloué à la présente aide.

Le montant pourra varier entre Fr. 100.00 et Fr. 300.00 par an et par ayant-droit. Le Conseil communal a également la possibilité de fixer des montants différents entre les ayants-droit des articles 2.1. et 2.2.

En cas de situation financière le justifiant, la présente aide peut être réduite, suspendue ou supprimée sur décision du Conseil communal.

Le versement sera effectué par l'Administration communale dans les meilleurs délais après :

- établissement de la liste des ayants-droit selon art. 2.1
- après validation de la demande selon art. 2.2

L'Administration communale pourra déduire le versement de l'aide en compensation de montants dus.

Tout montant perçu indûment sera à restituer à l'Administration communale.

Art. 4 Entrée en vigueur

Le Conseil communal fixe la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Adoption par le Conseil communal en séance du 23 novembre 2009

Le Président :

Alphonse-Marie Veuthey

Le Secrétaire :

Maurice Reuse

Approbation par l'Assemblée Primaire Municipale en date du 16 décembre 2009

Le Président :

Alphonse-Marie Veuthey

Le Secrétaire :

Maurice Reuse

Homologation par le Conseil d'Etat en date du 27 janvier 2010

Entrée en vigueur du règlement fixée au 1^{er} janvier 2010 par le Conseil communal